IRSC – CARSOC – DYSOC/RDC

Projet MCCP

Organiser l'action civile pour transformer le champ politique

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLECTORALE INTENSIVE EN VUE DES ÉLECTIONS DE 2023 EN R.D. CONGO

* *P.E.E.I.* *

Notes de Présentation

Version électronique sur **www.changecongordc.org**
= Septembre 2023 =

SOMMAIRE

Titre :	**Programme d'Éducation Électorale Intensive en vue des Élections de 2023 en R.D. Congo, en sigle « PEEI ».**
Lieu d'exécution :	République Démocratique du Congo : 1445 paroisses de l'Église Catholique du Congo opérant sur tout le territoire national.
Agences d'exécution :	• **Eglise Catholique du Congo :** Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) et paroisses locales disséminées sur le territoire national ; • **Eglise Protestante du Congo :** Secrétariat National de l'Église du Christ au Congo (ECC) et paroisses locales disséminées sur le territoire national ; • **Diverses organisations communautaires** : groupes formels et informels de base ; • Consortium **IRSC - CARSOC – DYSOC/RDC**.
Source de financement :	• Eglise Catholique du Congo • Eglise Protestante du Congo • Autres organisations et personnalités civiles ou politiques congolaises • IRSC/GREPACEC • Autres partenaires internationaux
Durée :	2 mois d'opérations (20 Octobre – 20 Décembre 2023)
Programme conçu par :	Consortium IRSC - CARSOC – DYSOC/RDC

INTRODUCTION

L'Église catholique du Congo et l'Église protestante du Congo, les deux plus grandes églises du pays qui regroupent au moins 90% de la population congolaise, ont conjointement agit vis-à-vis du pouvoir en place, en leur qualité de principales organisations de la société civile dans le contexte actuel de délitement du dynamisme des organisations civiles en RDC, pour promouvoir des élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées depuis le début de ce processus. Elles n'ont pas été entendues par leurs interlocuteurs, c'est-à-dire les acteurs et institutions politiques qui gouvernent actuellement, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dont l'inféodation au pouvoir s'est confirmée par sa composition et par ses prestations au fil du temps, mais aussi la communauté internationale aux prises avec la guerre d'influence des puissances sur le continent africain qui l'empêche de prendre des positions fortes mais justifiées par rapport au processus électoral en cours.

L'engagement de la hiérarchie de ces deux églises traduisait essentiellement le souci de toute la nation congolaise de créer les conditions permettant le respect total du choix des électeurs exprimés dans les urnes, surtout si ceux-ci choisissent de sanctionner les membres du pouvoir en place. Cet engagement découle de l'expérience des élections de 2018 qui a vu, entre autres, la victoire à la présidentielle de Mr Martin Fayulu être attribuée au Président actuel Félix Tshisekedi grâce au désormais fameux « compromis à l'africaine » entre ce dernier et l'ancien régime de Joseph Kabila qui organisait ces élections. Il n'est donc point de doute que le refus par le régime actuel de toutes les demandes légitimes de ces églises ainsi que de l'opposition politique visant à crédibiliser le processus électoral en cours témoigne de sa détermination à conserver le pouvoir par la fraude électorale.

Maintenant que ces élections pourraient avoir lieu dans des conditions décriées, que faire? S'il n'a pas été possible d'influencer les organisateurs et l'organisation des élections, il est encore possible d'influencer les électeurs pour qu'ils fassent des choix judicieux, qu'ils surveillent et compilent par eux-mêmes leurs votes et enfin, qu'ils les défendent. Ceci est possible si les acteurs importants de la société civile (dont les deux grandes églises du pays) et les acteurs politiques qui luttent pour le changement éduquent suffisamment les électeurs pour ces fins.

Le Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI) en vue des élections de 2023 en R.D. Congo présenté dans ce document propose une stratégie pour concrétiser cette possibilité d'influencer encore le cours des élections du 20 décembre 2023.

Cette note de présentation du PEEI comprend les chapitres suivants :

1. Contexte et justification …… page 4
2. Objectifs et stratégies ..... page 7
3. Financement …… page 12
4. Plan de mise en œuvre …… page 13

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

2.1. Analyse du Problème

1. La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays sous-continent d'Afrique centrale et un scandale géologique en termes de ressources naturelles de toutes sortes. D'une superficie d'environ 2.350.000 Km2 (grande comme l'Europe occidentale) et hébergeant une population de plus de 100 millions d'âmes (trois fois la population du Canada), c'est néanmoins un pays incapable de mobiliser, selon les chiffres de 2023, des recettes de 16 milliards $US inscrites au budget national (deux fois moins que le budget de l'Université Harvard).
2. La RDC est ainsi un pays dont la population vit dans un État en faillite, croupissant dans une misère indescriptible; à la merci d'une classe politique majoritairement réputée médiocre et en quête permanente de l'opulence et de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel. Les agissements inconséquents et inconsistants de cette classe politique dirigeante rejaillissent négativement sur toute la nation, en fragilisant l'État et le rendant une proie facile aux intérêts étrangers. D'où la persistance des guerres et de l'insécurité à travers le pays depuis au moins un quart de siècle.
3. Tout indique en effet que la RDC se trouve actuellement piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficiente, construite à travers le temps par effets cumulatifs des institutions et pratiques de mal gouvernance mises en œuvre par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforce dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui obligent ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Pour pérenniser leurs privilèges, ces acteurs travaillent ardemment à maintenir ce système. En parallèle, une grande partie des élites en dehors de ce système de prédation recherchent par tous les moyens à s'y intégrer.
4. Une manifestation palpable de cette trajectoire institutionnelle inefficiente, qui en est aussi la conséquence, est la faillite totale de l'État et de son autorité. Cette faillite s'aggrave en outre chaque jour comme produit à la fois des actions du pillage systématique de l'État par ses acteurs, mais aussi de leurs actions délibérées de son sabotage pour continuer leurs pillages.
5. Les acteurs opérant dans le système de prédation en vigueur au Congo sont tous des prisonniers, contraints par celui-ci d'adopter des comportements qui s'y conforment. En tant que tel, ils ne peuvent pas le changer eux-mêmes mais plutôt chercher à le perpétuer dans la mesure où leurs intérêts individuels sont bien servis. La transformation de l'Union Sacrée de la Nation, l'actuelle majorité parlementaire, en plateforme électorale du Président Félix Tshisekedi participe de cette logique. Car, comment espérer qu'une plateforme politique de 400 partis politiques, créés pour leur grande majorité à dessein entre 2022 et 2023 par des élites qui militent pour entrer dans le système de prédation, soit celle qui changera ce dernier s'il est reconduit à l'issue des élections de 2023?

6. Changer le système de prédation au Congo requiert de lui administrer un choc systémique qui soit capable de « courcircuiter » les mécanismes importants qui le maintiennent en place et redémarrer par la suite de nouveaux processus sur le plan socio-culturel, économique, politico-institutionnel, juridico-judiciaire, etc. Les élections générales prévues en 2023 offrent à la nation et au peuple congolais l'opportunité de sélectionner des acteurs capables de créer ce choc systémique.
7. Le présent « Programme d'Éducation Électorale Intensive en vue des Élections de 2023 en R.D. Congo (PEEI) » vise à doter la société civile congolaise (c'est-à-dire l'électorat) de cette capacité de sélectionner de nouveaux acteurs politiques qui pourraient construire son bien-être.
8. Il n'est point de doute que le péril existentiel que court la RDC de suite des caractéristiques de sa classe politique actuelle (et passée) met au défi la société civile congolaise d'innover dans sa manière de participer au changement politique dans le pays.
9. En effet, alors qu'une certaine doctrine intellectuelle définit la société civile comme une entité apolitique, le PEEI l'engage plutôt à prendre une part active dans la transformation du champ politique congolais pour espérer redresser la trajectoire institutionnelle de la RDC vers l'efficience et l'efficacité. Le pouvoir s'en offusquera, comme l'a déjà fait le Président de la République à maintes reprises par des discours menaçants envers les Pères de l'Église et toutes les voix critiques ainsi que des arrestations arbitraires. Mais, suivant le dicton « si tu ne t'occupes pas de la politique, la politique s'occupera de toi », il n'y a rien dans ces menaces qui devrait décourager la société civile congolaise. Sinon elle aura mérité ce qui lui arrive!

2.2. Situation actuelle et Justification du programme

10. Le 20 décembre 2023, sauf retard intentionnel ou non-intentionnel, les Congolais seront appelés aux urnes pour des élections générales (présidentielles, législatives nationales et provinciales, locales et ensuite sénatoriales).
11. Toutefois, comme pour les précédents régimes, la quête de la conservation des pouvoirs politiques s'est déjà fortement exprimée au sein du régime actuel du Président Félix Tshisekedi à travers différentes manipulations anticipées du processus électoral en cours : instrumentalisation des institutions (parlement, cours constitutionnelle et autres instances judiciaires, Commission Électorale Nationale Indépendante, appareils sécuritaires) et violations des droits civils et politiques des congolais (interdiction ou répression des manifestations pacifiques, arrestations des critiques du régime – simples citoyens, journalistes et politiciens). Pour plus de détails à ce sujet, consultez « *Mémorandum sur les élections de 2023, la gouvernance et la démocratie sous le Président Félix Tshisekedi* » sur www.changecongordc.org.
12. En parallèle, les 400 partis politiques de la plateforme électorale du Président de la République ont déjà investi le terrain pour faire anticipativement la campagne de sa réélection et celle de leurs majorités législatives au niveau national et provincial, alors que les services de sécurité et les administrations locales restreignent drastiquement le mouvement des opposants sur le territoire national.

13. Par ailleurs, l'incapacité des opposants à s'organiser et à unir leurs forces pour maximiser leurs chances n'aide guère la société civile dans sa démarche de sélectionner une nouvelle classe politique ou, tout au moins, de forcer l'alternance des gouvernants.
14. En outre, dans le contexte international actuel marqué par la compétition entre l'occident, d'un côté, la Chine et la Russie, de l'autre côté, pour obtenir les allégeances des États africains, il ne faut pas non plus attendre une pression suffisante de la communauté internationale sur le pouvoir de Kinshasa pour des élections crédibles. Les derniers discours et communiqués des ambassadeurs ou des personnalités étrangères en visite à Kinshasa à propos des prochaines élections le prouvent à suffisance.
15. En conséquence, le poids de produire l'alternance des gouvernants pour le bien-être du peuple congolais incomberait désormais largement à la société civile congolaise. Sa capacité à renforcer ses membres; en d'autres termes, la capacité de la société civile organisée à renforcer les capacités électives de la population devient la clef pour « transformer le champ politique congolais » en vue de la construction du bien-être de la majorité des congolais après les élections de 2023.

3. OBJECTIFS ET STRATÉGIE

1.1. Objectifs

- **Objectif principal :**
    1. Renouveler la classe politique congolaise à travers les élections de 2023.
- **Objectifs intermédiaires :**
    1. Rehausser le niveau critique des électeurs dans le choix des candidats pour qui voter;
    2. Rehausser la connaissance des électeurs des différents candidats pour lesquels ils auront à voter dans leurs circonscriptions respectives;
    3. Rehausser la connaissance des électeurs de la pertinence du changement de la classe politique pour la bonne gouvernance et la construction du bien-être des congolais;
    4. Renforcer la capacité des électeurs de surveiller, compiler et défendre leurs votes.

1.2. Stratégie

16. La stratégie du PEEI consiste essentiellement en une **campagne intensive de formation, information et sensibilisation des électeurs**. Les acteurs d'organisation de la campagne, son contenu ou message à transmettre à l'électorat ainsi que son organisation pratique sont décrits ci-dessous.

1.2.1. Acteurs d'organisation de la campagne

17. La mise en œuvre de la campagne intensive de formation, information et sensibilisation des électeurs repose sur deux acteurs principalement : **l'Église catholique du Congo et l'Église protestante du Congo**. Dans le contexte de déconfiture généralisée de la société civile organisée en RDC, ces deux grandes églises du pays sont restées les seules véritables structures de la société civile engagées sur les questions de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits humains. C'est ainsi que dès le début du processus électoral en cours, la hiérarchie de ces deux églises a élevé plusieurs fois la voix contre les compromissions par le pouvoir de ce processus. Il faut espérer qu'après tous les efforts fournis dans le cadre de ces élections, ces églises ne s'arrêteront pas en si bon chemin. Bien que le pouvoir et la CENI aient fait fi de toutes leurs observations visant à promouvoir des élections crédibles, transparentes et apaisées, ces deux institutions ont une grande capacité d'impacter l'issue des scrutins en agissant sur les électeurs par le renforcement de leurs capacités de décider avec rigueur pour qui voter.
18. Les deux églises du Congo constituent des acteurs privilégiés pour la mise en œuvre de la présente campagne également parce qu'elles opèrent sur toute l'étendue du territoire national à travers leurs paroisses ecclésiastiques rependues jusque dans les coins reculés du pays. Ces paroisses offrent généralement des infrastructures idéales et sont animées par du personnel souvent de qualité

(instruction, rigueur, crédibilité) de leurs milieux. Ceci constitue un atout majeur pour atteindre les électeurs simultanément partout où ils se trouvent.

19. Par ailleurs, ces deux églises jouissent d'une grande expérience en matière d'éducation civique des citoyens. Certains programmes en la matière sont en cours dans le cadre des élections actuelles. Le PEEI constitue un apport additionnel à ces efforts susceptibles d'accroitre l'impact recherché sur la qualité du vote des électeurs aux prochains scrutins.
20. D'autres acteurs de mise en œuvre de la campagne sont **les organisations communautaires** formels et informels opérant sur les territoires des paroisses respectives. Ces dernières feront appel à ces organisations afin d'élargir l'audience d'électeurs atteints par la campagne.
21. Dans une certaine mesure, **le consortium IRSC – CARSOC – DYSOC/RDC** est aussi acteur de mise en œuvre de la campagne. Toutefois, après avoir conçu le PEEI et fait sa promotion auprès des acteurs ciblés (les deux églises susmentionnées, certaines personnalités civiles et politiques) pour son adoption et sa mise en œuvre, le consortium jouera un rôle simplement de conseiller technique auprès des exécutants.

1.2.2. Contenu (message) de la campagne

22. Le contenu des messages de la campagne de formation, information et sensibilisation des électeurs doit contribuer à atteindre les objectifs :

1. Renforcer/généraliser le désir de changer la classe politique dans la population.

23. Il existe au sein de la population congolaise une grande soif de changement de la gouvernance étatique et de la classe politique, telle que manifestée avant et à travers les élections de 2018. Cette soif est encore aujourd'hui exprimée avec la même intensité par la population face à la classe politique dirigeante actuelle qui a déçu ses aspirations de changement, excepté dans certaines couches populaires qui bénéficient ou espèrent bénéficier des actions de ces dirigeants. Cette soif démontre qu'il existe une opportunité très grande de lever un mouvement social pour le changement de la classe politique en RDC. Le PEEI expliquera minutieusement aux électeurs le bien-fondé de la démarche de changement de la classe politique dont une synthèse est repris au chapitre 2 du présent document (contexte et justification). Il devra aussi œuvrer à faire adopter ce désir de changer la classe politique par une majorité d'électeurs.

2. Contrer les messages démagogiques des politiciens par des informations véridiques.

24. Présentement, l'on assiste au Congo au déploiement des partisans du pouvoir dans les villes ou villages de l'arrière-pays d'où ils sont originaires pour vanter les mérites de celui-ci et appeler les populations locales à lui renouveler le mandat. Dans la plupart des cas, ces mérites vantées sont imaginaires et les faits sont déformés à dessein pour exploiter la naïveté, la faible instruction ou encore le difficile accès à l'information des populations locales. Dans le cadre du PEEI, les élites locales de la société civile devront s'employer à corriger ces messages démagogiques.

3. Apprendre aux électeurs à évaluer les candidats et les partis politiques pour lesquels voter.

25. Les candidats aux élections usent souvent des promesses démagogiques, de la rétention d'informations sur leurs faits et vécus passés ou encore des cadeaux pour se faire voter. Il est important, dans le cadre du PEEI, de rehausser la capacité de jugement des électeurs par rapport à ces trois aspects dans leurs choix des candidats pour qui voter.
26. Dans leur message à l'issue de la 60ème assemblée plénière de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) intitulé « Pour des élections crédibles, peuple congolais réveille-toi de ton sommeil! », les Pères de l'Église ont interpellé les électeurs en ces termes (point 15) :

    « Prenons donc conscience de notre responsabilité en tant que souverain primaire en disant :

    - Non aux opportunistes qui changent de camp à la recherche des intérêts personnels!
    - Non à ceux qui prennent comme suppléants les membres de leurs familles!
    - Non à ceux qui postulent à tous les niveaux!
    - Non aux tribalistes et aux népotistes!
    - Non à l'achat de conscience!

    Non seulement il faut vulgariser ces critères concrets, mais aussi il faut aider les électeurs à identifier les candidats de leurs circonscriptions qui y correspondent.

27. Dans l'objectif poursuivi du renouvellement de la classe politique congolaise, la possibilité de sensibiliser les électeurs pour qu'ils ne votent que pour des « **candidats qui n'ont jamais exercé une fonction politique dans le pays (Président, parlementaires ou ministres au niveau national que provincial**) » est considérée dans le cadre du PEEI. Ce critère général est concret et facilement applicable par les électeurs car il est facile de repérer ces candidats. La démarche n'implique pas que ces candidats soient nécessairement meilleurs. Elle vise plutôt à les contraindre à la performance s'ils sont élus, car ils craindront de subir le même châtiment aux prochaines élections dans le cas contraire. Ainsi, si cette démarche produit les résultats escomptés aux élections de 2023, la société civile (population) aura reconquis, par la peur qu'elle insuffle aux dirigeants, son statut de souverain primaire capable de les démettre à travers les élections.
28. Il est vrai que les opposants actuels qui ont déjà exercé des fonctions politiques ne pourront se réjouir de cette démarche de la société civile appelant les électeurs à ne pas les voter. Ils auront tort. D'abord, parce que les opposants anciens politiciens à qui les électeurs reconnaitront de bonnes qualités pourront toujours se faire élire. Ensuite, une telle attitude ne fera que confirmer l'idée que leur combat vise leur simple positionnement plutôt que l'intérêt général qui demande de changer la classe politique. Enfin, et en continuité de ce qui précède, ce n'est pas parce qu'ils sont opposants aujourd'hui qu'il faut oublier leurs méfaits dans leur gestion passée de la chose publique. Aucun parmi eux ne peut prétendre échapper aux faits de mégestion dans son parcours politique antérieur.
29. Toutefois, dans la mesure où une telle démarche est sujette à beaucoup de polémiques, son application dans le cadre du PEEI pour l'éducation des électeurs fera l'objet des discussions préalables des forces vives du pays militant pour le changement de la gouvernance étatique.

4. **Renforcer les capacités des électeurs pour la surveillance, la compilation et la défense de leurs votes.**

30. Apprendre aux électeurs que leur responsabilité ne se limite pas à glisser les bulletins dans l'urne est un impératif. Ils doivent être fortement sensibilisés et formés pour qu'ils assurent la surveillance du déroulement des opérations de vote, la compilation parallèle des résultats et à terme, la défense des résultats tels qu'ils les auront compilés si ceux publiés n'y correspondent pas.

1.2.3. Organisation de la campagne

1. Le lieu de la campagne

31. La campagne se déroulera sur le territoire de chacune des paroisses ecclésiastiques de l'église catholique en RDC. Cette dernière compte 1445 paroisses sur toute l'étendue du territoire national. Les territoires de ces paroisses catholiques accueillent aussi les paroisses protestantes. La taille réduite du territoire de chaque paroisse et des populations qui y habitent facilitera une campagne de proximité.

2. Les acteurs de la campagne

32. La campagne sera mise en œuvre par les élites locales engagées dans les activités de chaque paroisse (prêtres, responsables des commissions paroissiales, jeunes et adultes engagés, etc.). Les paroisses catholiques et protestantes coexistant dans la plupart des cas sur un même territoire, leurs élites locales travailleront conjointement pour plus d'efficacité et d'efficience.
33. La quasi-totalité de ces acteurs devront agir à titre bénévole, comme ils en ont d'ailleurs l'habitude dans le cadre des activités paroissiales. Pour plus d'efficacité, quelques animateurs pourront cependant se consacrer à titre permanent autant à la gestion qu'aux activités de la campagne. Il est possible d'envisager un nombre de 10 animateurs permanents (catholiques et protestantes) pendant deux mois par territoire paroissiale.

3. Les activités de la campagne

a. <u>Sessions formelles de formation</u>

34. Des sessions formelles de formation seront organisées dans les paroisses pour former d'autres formateurs/animateurs afin qu'ils intègrent le message de la campagne (voir ci-dessus) et la manière de le communiquer. Un nombre suffisant d'animateurs locaux seront formés par les élites engagées dans chaque paroisse pour réaliser massivement les activités ci-dessous dans leur communauté en peu de temps (soit huit semaines de campagne de formation, information et sensibilisation des masses).

b. <u>Séminaires – ateliers – Conférences</u>

35. Des séminaires, ateliers et conférences seront organisés à la paroisse, dans les écoles, etc. pour vulgariser le message de la campagne et en débattre.

c. Discussions informelles de groupes

36. Des discussions informelles de groupe seront improvisées en tout lieu pour vulgariser le message de la campagne et en débattre.

d. Porte-à-porte

37. Le porte-à-porte consistera à visiter les familles et les membres d'autres organisations là où ils vivent ou travaillent pour vulgariser le message de la campagne et en débattre.

e. Campagne médiatique

38. La campagne devra se dérouler également dans les médias locaux. La distribution massive des tracts est aussi à considérer.

f. Prédications dans les églises

39. Pendant la durée de la campagne, les prêtres et pasteurs seront encouragés à adapter leurs prédications aux messages définis pour celle-ci.

5. L'intensité de la campagne

40. Les activités de la campagne devront se réaliser de manière intensive sur une courte période pour éviter que la lassitude ne s'installe tant du côté des animateurs que des électeurs qui reçoivent le message. La période de deux mois paraît ainsi idéal pour toucher une grande partie des populations dans les territoires des paroisses et répéter le message un nombre de fois qui ne créée pas l'ennui. Le rapprochement de cette période de campagne avec la tenue des élections le 20 décembre 2023 permettra également de maintenir le message de la campagne vif dans la mémoire des électeurs le jour du vote.

4. FINANCEMENT

41. La mise en œuvre du PEEI conjointement par les deux églises (catholiques et protestantes) ne devraient pas entraîner des coûts additionnels énormes dans la mesure où ces organisations disposent déjà des infrastructures, des structures, des animateurs rodés au bénévolat et des processus de communication avec les masses éprouvées. Toutes les activités de la campagne de formation, information et sensibilisation des électeurs devraient passer par ces canaux dans le cadre des routines existantes. Il n'y aurait donc pas d'obstacles majeurs à lancer le PEEI sans financements préalables extérieurs à ces deux églises.
42. Certains coûts à budgétiser concerneraient le besoin, s'il y a lieu, de retenir dix volontaires paroissiaux pour se consacrer en permanence aux activités du PEEI (gestion et animation/formation) dans chaque paroisse. Ceux-ci recevraient dans ce cas une compensation forfaitaire de 100 $US (en moyenne) par mois. Un forfait de 3000 $US suffirait à couvrir des frais divers d'activités pendant deux mois. Ce qui donne un total de 5.000 $US pour le budget d'opération par paroisse pour la durée du PEEI. Le coût de gestion de l'ensemble du programme serait également maintenu très bas en instituant une équipe de coordination réduite avec des frais de fonctionnement minimalistes. Une provision de 30.000 $US couvrirait valablement les trois mois d'opération de la coordination du PEEI (deux mois d'opération plus un mois partagé entre la mise en place et la clôture du programme).
43. Les indications des sources de financement pour couvrir ces coûts sont les suivantes : les contributions des paroissiens des territoires où les activités se réalisent, celles des diocèses dont dépendent les paroisses et celles des administrations nationales des deux églises.
44. Le recours aux contributions des organisations et personnalités civiles ou politiques congolaises engagées dans la quête du changement de la gouvernance étatique et/ou de la classe politique constitue une autre avenue de financement. Certaines parmi celles-ci, qui ne manquent ni de ressources, ni de réseaux de contributeurs pourront apporter des grandes contributions au PEEI. D'autres pourraient apporter des contributions moindres, par exemple en prenant directement en charge le budget de 5000 $US d'une paroisse donnée. Des jumelages des paroisses avec ces organisations ou individus pourraient s'opérer à cette fin.
45. La mobilisation des ressources se ferait également auprès des organismes internationaux opérant en RDC ou à l'étranger et qui sont actives en matière de promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Des jumelages entre les paroisses congolaises avec des organisations (ONG, paroisses, etc.) et des personnalités étrangères pour de petits financements seront également exploités.

5. PLAN DE MISE EN OEUVE

46. Le tableau ci-dessous synthétise le chronogramme de mise en œuvre du PEEI :

No	Périodes	Activités	Acteurs	Participants
1	10/09 – 09/10/2023	- Diffusion de la note de présentation du PEEI - Discussions et finalisation du programme - Plaidoyer pour son adoption en vue de sa mise en œuvre - Plaidoyer pour la mobilisation des ressources	Consortium IRS-CARSOC-DYSOC/RDC	- Église Catholique du Congo (CENCO) - Église Protestante au Congo (Secrétariat ECC) - Certaines organisations et personnalités civiles ou politiques d'intérêt en RDC - Certains organismes non-gouvernementaux et gouvernements étrangers
2	10 – 19/10/2023	Mise en place organisationnelle et opérationnelle du PEEI	- Consortium IRS-CARSOC-DYSOC - Église Catholique du Congo (CENCO) - Église Protestante au Congo (Secrétariat national ECC)	- Les dirigeants des diocèses et paroisses locales (catholiques et protestantes) - Certaines élites locales engagées dans les activités paroissiales - Certains dirigeants des organisations communautaires opérant sur les territoires des paroisses
3	20 – 24/10/2023	Formation des formateurs et animateurs locaux du PEEI	- Coordination nationale du PEEI - Les dirigeants des diocèses et paroisses locales (catholiques et protestantes) - Certaines élites locales engagées dans les activités paroissiales	Formateurs et animateurs mobilisés dans chaque paroisse
4	25/10 au 20/12/2023	Déploiement des activités de campagne de formation, information et sensibilisation des électeurs.	- Coordination nationale du PEEI - Formateurs et animateurs mobilisés dans chaque paroisse	Les populations (électeurs) habitant les territoires des paroisses respectives.
5	21 – 31/12/2023	Activités de clôture du PEEI	- Coordination nationale du PEEI	- Divers partenaires du PEEI

CONCLUSION

47. La société congolaise traverse des moments tumultueux au regard des élections à venir sur lesquelles pèsent des craintes justifiées de fraudes massives pour permettre aux tenants du pouvoir de demeurer en poste.
48. Il existe cependant des possibilités de contrer cette fin funeste par une mobilisation collective des électeurs pour effectuer des votes éclairés et les défendre, dont toute tentative de renversement des résultats ne pourra que provoquer la révolte massive d'électeurs tant ils auront en conscience la manière dont ils auront voté collectivement grâce à la compilation parallèle des résultats.
49. Une telle mobilisation passe nécessairement par une éducation intensive des électeurs durant la période précédant les votes que seules les églises catholiques et protestantes sont capables de mettre en œuvre. Par chance, ce sont également les deux seules organisations d'importance de la société civile à s'être vraiment engagées dans la lutte pour des élections crédibles afin d'obtenir des changements dans la gouvernance de l'État congolais, même si elles n'ont guère été entendues. Il n'y aurait donc pas de raison qu'elles ne tentent cette dernière solution susceptible de produire ces mêmes changements. Le présent document a exposé les moyens pour mettre en œuvre cette solution.
50. Si la loi et le calendrier électoral prévoient une période précise pour les acteurs politiques de faire leurs campagnes électorales, il n'en est pas le cas pour la société civile qui peut à tout moment exercer son rôle d'éducation électorale des citoyens. Par ailleurs, il n'existe aucune restriction ni de moyens à utiliser, ni de matières ou discours à communiquer aux électeurs durant ces campagnes d'éducation électorale.
51. Dans ces conditions, il appartient à tous et à chacun de contribuer à la concrétisation de la solution évoquée ci-haut. Il y a encore suffisamment de temps jusqu'aux élections et les deux églises disposent déjà des ressources opérationnelles suffisantes de par leurs activités quotidiennes, bien qu'il faille en mobiliser en complément.
52. Le « peuple gagne toujours », comme les congolais aiment le dire. Mais il appartient aux élites de s'acquitter valablement de leurs responsabilités pour l'aider à y parvenir.

IRSC – INSTITUT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIETE CONGOLAISE

L'**Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise (IRSC)** est le nouveau nom du Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC), une Organisation Non Gouvernementale à but non-lucratif créée par des intellectuels congolais et enregistrée au Canada. Il s'agit d'un Think Tank consacré aux études et interventions en vue de la **réingénierie de la société congolaise.** L'institut offre une plateforme aux élites congolaises et « congophiles » pour **« penser et construire les changements en R.D. Congo »** en vue de sa reconstruction politique, économique, sociale et culturelle.

CARSOC – CENTRE D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE ET LA BONNE GOUVERNANCE EN R.D. CONGO

Le CARSOC est une organisation non-gouvernementale créée par quelques universitaires et personnalités en RDC dont les recherches ou les actions portent sur la promotion du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il est enregistré et a son siège est en RDC.

COMPOSANTES ET ACTIVITES DE IRSC ET CARSOC

Les projets d'interventions dans la société

Pour les projets d'interventions MRSC et MCCP exécutés sur terrain en RDC, l'IRSC travaille en partenariat étroit avec le CARSOC.

Projet PPRN - Politiques Publiques pour la Reconstruction Nationale

a. Formuler des politiques publiques économiques, sociales et institutionnelles générales et sectorielles efficaces et cohérentes avec les besoins de reconstruction du pays à court, moyen et long terme; au niveau national, provincial et local.
b. Faire le plaidoyer pour l'adoption de ces politiques par les partis politiques et les gouvernants nationaux, provinciaux et locaux.
c. Apporter l'expertise requise aux gouvernants au niveau national, provincial et local dans la mise en œuvre de ces politiques.
d. Conquérir l'adhésion de la communauté nationale et des institutions d'appui au niveau international aux différentes politiques publiques proposées pour faciliter leur mise en œuvre.

Projet MRSC - Mouvement pour la Reconstruction de la Société Civile Congolaise

b. Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires en matière de reconnaissance des dérives, de hausse de leurs exigences et de formulation des demandes vis-à-vis des élus et autres acteurs socio-politiques.
c. Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires sur le rôle et les moyens d'action de la société civile dans l'espace public.
d. Sensibiliser et former les groupes et les masses populaires sur les questions de la bonne gouvernance et de la démocratie.
e. Former les masses populaires et les groupes sociaux en matière d'auto-organisation et de développement organisationnel.

Projet MCCP - Mouvement Social pour le Changement de la Classe Politique Congolaise

a. Sensibiliser les acteurs sociaux et la population sur l'idéal et la nécessité du renouvellement de la classe politique congolaise.
b. Proposer aux forces démocratiques des stratégies adéquates concourant au renouvellement de la classe politique congolaise.
c. Former les électeurs en matières des votes utiles pour le renouvellement de la classe politique congolaise.
d. Mobiliser des acteurs alternatifs pouvant changer les mœurs et pratiques politiques à être candidats aux élections.
e. Organiser l'exercice de la pression par les groupes et/ou les masses populaires sur les forces socio-politiques et les gouvernants pour des choix judicieux d'actions favorisant des changements positifs dans la société congolaise.
f. Plaidoyer auprès des acteurs de la communauté internationale pour une contribution efficace à la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance au Congo.

Les recherches sur la société

Des recherches qui visent la compréhension des diverses réalités courantes de la société congolaise, ainsi que celles du passé qui impactent la société actuelle. Des recherches prospectives pour un Congo meilleur y sont également d'un grand intérêt.

Les services à la société

Divers services d'expertise à la société congolaise qui puissent contribuer à sa réingénierie institutionnelle, politique, économique et socio-culturelle.

DYSOC/RDC - DYNAMIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LES ÉLECTIONS DE 2023

Le DYSOC/RDC est un regroupement de plusieurs organisations et personnalités de la société civile qui ont décidé d'agir en commun pour accompagner le processus électoral en cours en R.D. Congo.

II. Mission

Influencer positivement le processus et l'issue des élections de 2023 afin de réaliser le changement de la classe politique.

III. Objectifs

- Faire pression sur les gouvernants actuels et la CENI en vue des élections crédibles en 2023.
- Promouvoir et faire adopter par les forces démocratiques (groupes sociaux, partis politiques et personnalités militant pour le changement) des stratégies efficaces susceptibles de garantir le succès de la lutte pour le changement aux élections de 2023.

IV. Activités

1. Surveiller et critiquer les actions des pouvoirs publics qui compromettent les élections crédibles en 2023.
2. Surveiller et critiquer les actions de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) qui compromettent les élections crédibles en 2023.
3. Proposer aux forces démocratiques des stratégies pour améliorer les chances de succès du changement de la classe politique de 2023 et critiquer leurs actions qui compromettent ces chances.
4. Proposer aux forces démocratiques ou mettre en œuvre des stratégies efficaces d'éducation civique des électeurs au vote utile/stratégique.
5. Proposer aux forces démocratiques ou mettre en œuvre des stratégies efficaces de surveillance électorale et de compilation parallèle des résultats.

CONTACT

Tél & whatsapp	:	**+1 514 970 8392**	**+243 843 135 085**
Courriel	:	irsc.ong@gmail.com	carsocasbl@yahoo.com
		www.changecongordc.org	www.changecongo.org